

**RAPPORT N° 2024/5-09
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

OBJET : ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DES EMOUCHURES DES RIVIERES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – ATTRIBUTION DES MARCHES POUR LES LOTS 1 A 3 ET AUTORISATION DE SIGNATURE

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations sur son territoire, la CINOR souhaite engager des travaux de désensablement des embouchures des rivières sur le territoire de la CINOR.

Cette opération s'inscrit dans le projet politique de la CINOR visant à conduire une politique de transition écologique. Ces travaux visent à protéger les personnes et les biens sur les trois communes face aux inondations.

A ce titre, la Communauté a lancé une procédure de mise en concurrence d'un accord-cadre à bons de commande pour les travaux de désensablement des embouchures des rivières sur son territoire selon la procédure adaptée pour un montant prévisionnel maximum annuel des prestations pour les trois lots 600 00.00 € HT par an.

Les travaux consisteront principalement à :

- réaliser une piste d'accès de chantier permettant d'accéder à l'embouchure de la rivière ;
- extraire de matériaux entre les digues ;
- charger le transport et la mise en dépôt provisoire des matériaux ;
- étaler des matériaux stockés provisoirement sur la plage ;
- Remettre en état du site et notamment des digues et des berges.

Le marché a été scindé en trois lots séparés géographiquement dont le montant maximal pour chacun des lots est :

- Lot n° 1 : Commune de Saint-Denis : 200 000.00 € HT
- Lot n° 2 : Commune de Sainte-Marie : 100 000.00 € HT
- LOT n° 3 : Commune de Sainte-Suzanne : 300 000.00 € HT

La nature des travaux est identique pour chaque lot.

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis des marchés le 16 août 2024 à 12 heures locales.

Le présent accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible deux (2) fois, pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction sans que la durée totale du marché ne puisse excéder trois (3) années.

Au 16 août 2024, 08 (huit) plis ont été réceptionnés et les candidatures suivantes ont été enregistrés :

SAS EXCAMAT : Lot 1 à 3
CANDE BTP : Lot 1 et 3
ROCS SA : Lot 1 à 3
SARL TPROI : Lot 1 à 3
SAMNA SARL : Lot 1 à 3
SARL MPL : Lot 1 et 2
NICO-TRANS : Lot 2
SARL CLM : Lot 1 à 3

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures de :

- pour le lot n° 1 :

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-09-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

- Pour le lot n° 2 :
SAS EXCAMAT – ROCS SA – SARL TPROI – SAMNA SARL – SARL MPL – NICO-TRANS – SARL CLM
- Pour le lot n° 3 :
EXCAMAT – CANDE BTP – ROCS SA – SARL TPROI – SAMNA SARL – SARL CLM

Lors de l'analyse des prix, deux entreprises NICOTRANS et la SARL MPL présentaient des offres anormalement basses pour le lot 2. Il leur a été demandé de justifier leurs prix le 27 août 2024. Les entreprises ont toutes répondu le 30 août 2024 et l'analyse des offres a pu valablement se poursuivre.

Au cours de cette analyse, il a été constaté que des candidats avaient fait des offres supérieures au montant maximal annuel. Conformément à l'article 8.2 du cahier des charges, les offres dépassant le montant maximal annuel seront rejetées.

Il s'agit :

- Pour le lot n° 1 : Les offres des candidats SAS EXCAMAT et ROCS SA
- Pour le lot n° 2 : l'offres du candidat SAS EXCAMAT
- Pour le lot n° 3 : Les offres des candidats SAS EXCAMAT, ROCS SA et SARL TPROI

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse des offres établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (50 % pour le prix des prestations, 35 % pour la valeur technique de l'offre et 15 % pour la performance en matière de protection de l'environnement, le classement suivant des offres vous est proposé.

- Pour les offres classées premières :

LOTS	CANDIDATS	MONTANT DE L'OFFRE (€ HT)
1	SARL MPL	154 400.00
2	SARL MPL	50 600.00
3	SAMNA SARL	227 500.00
Montant cumulé Lot n°1 + Lot 2 + Lot 3		432 500.00

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commande pour les lots 1, 2, 3 pour les travaux de désensablement des embouchures des rivières sur le territoire de la CINOR ;
- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

LOTS	CANDIDATS	MONTANT DE L'OFFRE (€ HT)
1	SARL MPL	154 400.00
2	SARL MPL	50 600.00
3	SAMNA SARL	227 500.00
Montant cumulé Lot n°1 + Lot 2 + Lot 3		432 500.00

- Autoriser le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où ces entreprises attributaires ne remettraient pas des pièces définies aux articles R. 2123-1 du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1, 2 et 3 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas le pièces définies aux article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEI

Communauté Intercommunale de la Cinor
Accusé de réception en préfecture
274-249740 Pro 2024-1034-BC2024-5-09-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**DECISION N° 2024/5-09
du Bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DES EMBOUCHURES DES RIVIERES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR – ATTRIBUTION DES MARCHES POUR LES LOTS 1 A 3 ET AUTORISATION DE SIGNATURE

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) pour limiter le risque inondation » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-09 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-09-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de l'accord-cadre à bons de commande pour les lots 1, 2, 3 pour les travaux de désensablement des embouchures des rivières sur le territoire de la CINOR ;

ARTICLE 2

D'approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes :

LOTS	CANDIDATS	MONTANT DE L'OFFRE (€ HT)
1	SARL MPL	154 400.00
2	SARL MPL	50 600.00
3	SAMNA SARL	227 500.00
Montant cumulé Lot n°1 + Lot 2 + Lot 3		432 500.00

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où ces entreprises attributaires ne remettraient pas des pièces définies aux articles R. 2123-1 du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1, 2 et 3 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique (et ainsi pour les candidats classé précédemment ne remet pas le pièces définies aux article R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

Le Président
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-09-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024